la moitié de ces honoraires et quand je pratiquais, je n'ai pas trouvé beaucoup de contribuables qui étaient prêts à rétribuer mes services au delà de ce qu'ils valaient, simplement pour me faire plaisir. Je pense que ce sera un très bon contrôle.

Je rappelle aussi à mon honorable ami que si les autorités de l'impôt sur le revenu jugent que dans n'importe quel cas où toute dépense, y compris les honoraires d'avocats et de comptables, n'était pas raisonnable, ils peuvent invoquer l'article 12(2) de la loi qui stipule que dans le calcul du revenu, il n'est opéré aucune déduction à l'égard d'une somme déboursée ou dépensée, autrement déductible, sauf dans la mesure où cette somme était raisonnable dans les circonstances. Cet article n'est pas nouveau. Il existe actuellement et il laisse à la discrétion du ministre du Revenu national de refuser toute dépense, y compris les honoraires, qu'il peut considérer comme déraisonnable dans les circonstances. On peut supposer que, s'il rejette certains honoraires d'avocats, le contribuable pourrait de nouveau interjeter appel, mais c'est son droit et, à mon avis, il est bon de conserver ce droit.

Pour revenir à l'article 1, si en vertu de cette modification, le contribuable peut déduire de son revenu imposable, les honoraires qu'il peut verser relativement à un appel, il n'est que raisonnable, si le tribunal lui accorde un montant désigné sous le nom de frais, que ceux-ci doivent être inclus dans son revenu. Autrement, il obtiendrait une double exemption. Bien que je sois compatissant à l'endroit des contribuables en général, je crois qu'il faut être raisonnable sur ce point; ils ne devraient qu'une seule et non une double exemption. C'est le but que vise l'article 1 en stipulant que tous les frais recouverts de cette façon doivent être inclus dans le revenu.

(L'article est adopté.)

Sur l'article 2—*Indemnité versée par la république fédérale d'Allemagne*

L'hon. M. Lambert: Monsieur le président, le ministre a-t-il calculé le montant des paiements ou des indemnités reçus à ce titre? Je le demande simplement pour me renseigner. Je crois que tous les honorables députés souscrivent au but de la modification, mais s'agit-il de paiements considérables aux termes de ce régime, ou n'y a-t-il que relativement peu de cas?

L'hon. M. Gordon: Nous sommes presque sûrs que relativement peu de personnes estimaient avoir été injustement traitées. Ces gens ont été victimes de persécution. On leur verse un petit montant pour les dédommager,

s'il est possible toutefois de mesurer la persécution en fonction d'une somme donnée—et on a jugé bon de ne pas imposer cette somme. Mais, à notre connaissance, cela ne s'appliquerait pas à un grand nombre de personnes.

L'hon. M. Monteith: Monsieur le président, je partage entièrement l'opinion du ministre. Cette disposition s'appliquera à partir de 1960 et à chaque année d'imposition subséquente. Des paiements de ce genre ont-ils été effectués au cours des années antérieures? A-t-on essayé de les assujétir à l'impôt autrefois? Pourquoi une pareille disposition est-elle prévue en ce moment?

L'hon. M. Gordon: Si je ne m'abuse, des instances sont formulées sur ce point depuis quelque temps. Il a pu arriver avant 1960 que ces montants soient assujétis à l'impôt. Comme mon honorable ami le sait, la loi interdit de remonter à plus de quatre ans. Dans certains cas, on ne possède pas les dossiers, et c'est pourquoi on a choisi l'année 1960.

(Texte)

M. Lessard (Lac-Saint-Jean): Monsieur le président, j'aimerais demander au ministre des Finances quel groupe a fait pression ou lui a fait des recommandations pour que cet article soit intercalé dans la loi. Est-ce un groupe spécial, bien spécifique, racial ou social; est-ce un groupe imposant? Le ministre pourrait-il nous donner des précisions quant au nombre de Canadiens qui sont touchés par cet amendement, et quels montants approximatifs de ces revenus sont entrés au Canada et seront protégés par cet amendement à la loi de l'impôt?

A mon avis, il semble y avoir ici une intention tout à fait spéciale en vue de faire profiter un groupe bien particulier. Je n'ai aucune idée préconçue contre personne, mais j'aimerais bien savoir comment il se fait qu'un groupe de particuliers soit parvenu à obtenir des modifications à la loi de l'impôt, visant à les protéger?

(Traduction)

L'hon. M. Gordon: Monsieur le président, ce groupe comprendrait les gens qui sont venus d'Allemagne au Canada et qui, avant ou durant la guerre, ont été persécutés en Allemagne. Après la guerre, les tribunaux leur ont accordé une compensation monétaire. Dans certains cas, ils ont obtenu des sommes forfaitaires qui n'ont pas été imposées et, en d'autres cas, au lieu d'une somme globale, le versement s'est échelonné sur un certain nombre d'années. Ces instances ont été présentées au ministère par certaines personnes et aussi, au nom d'autres groupes, par le Congrès des Juifs du Canada.